

# LA TRIBUNE DU PEUPLE

JOURNAL D'ÉDUCATION POLITIQUE ET SOCIALE

RÉSUMÉ DES NOUVELLES ET DES QUESTIONS IMPORTANTES DE LA SEMAINE

BUREAUX A PARIS, CHEZ HENRI GIRALDON, RUE DE SEINE, 46.

**PRIX DE L'ABONNEMENT** pour les départ<sup>s</sup> : 6 fr. par an.  
Il paraît un numéro tous les Dimanches.

**PRIX DES INSERTIONS** : 75 centimes la ligne.  
On ne reçoit que les lettres affranchies.

## SOMMAIRE.

L'abdication de l'Assemblée nationale. — L'alliance entre M. Lamartine et M. Ledru-Rollin. — La république monarchique de la *Gazette de France*. — L'armée du travail. — Une excentricité socialiste. — Assemblée nationale : Echec du citoyen Louis Blanc. — Actes officiels : Le nouveau ministère républicain. — Actes du Gouvernement provisoire du 24 février au 5 mai. — Bulletin de l'étranger Italie : Nouvelles importantes de Rome. — Espagne : Insurrection à Madrid. Nouvelles diverses. — Bulletin de la Bourse de cette semaine. — Démonstration en faveur de la Pologne.

### L'abdication de l'Assemblée nationale.

La décision que vient de prendre l'Assemblée nationale, en créant une Commission de gouvernement intérimaire, est une véritable abdication des pouvoirs que la nation lui avait confiés. Ces pouvoirs, délégués par le peuple, elle n'avait pas le droit de les déléguer à d'autres. Comme nous croyons l'avoir prouvé dans notre dernier numéro, elle devait conserver dans ses mains les deux pouvoirs, tant législatif qu'exécutif, jusqu'au jour de l'organisation définitive de tous les pouvoirs; elle ne devait sous aucun prétexte s'en dessaisir.

L'acte qu'elle vient d'accomplir est d'une haute gravité; il est une première déviation du principe démocratique, qui est le principe même de son existence. L'Assemblée nationale renouvelée, en mai 1848, la faute commise en juillet 1830, avec cette différence que la Chambre de 1830, produit du vote de 50,000 privilégiés censitaires, se bornait à créer un pouvoir arbitraire en présence du sien, qui était entaché du même vice; elle ajoutait seulement une illégitimité à une autre.

Bien différente est la situation de l'Assemblée de 1848. Elle est le produit direct de la souveraineté du peuple; elle est légitime dans la plus large acception de ce mot.

Mais, investie de la souveraineté, elle était tenue de la garder. Elle ne pouvait, même temporairement, la confier à des tiers.

Cette première faute en entraînera nécessairement d'autres. Le principe une fois entamé, il n'y a pas de raison pour qu'il ne finisse par tomber pièce à pièce. Tout pouvoir qui viole le principe même de son existence ne vit plus que par tolérance; il autorise contre lui-même les attentats et les violations dont il a donné l'exemple. La Commission de gouvernement qui vient d'être instituée est une oligarchie, c'est-à-dire un premier démenti donné au principe démocratique dont la Révolution de février avait arboré le drapeau.

Que doit faire maintenant l'Assemblée nationale, pour éviter d'être écrasée par le pouvoir qu'elle a élevé au-dessus d'elle, pouvoir irresponsable, et armé contre elle-même de toute la force qu'elle puisera dans son origine révolutionnaire? Elle doit créer dans son propre sein un pouvoir qui fasse équilibre à ce pouvoir né de son scrutin. Elle doit nommer une commission de gouvernement de dix-huit membres chargée de suivre, de

contrôler la marche du gouvernement intérimaire, de mander les ministres devant elle et de se faire rendre compte de tous leurs actes.

Si l'Assemblée nationale ne prend pas ce parti, elle s'annule; elle peut donner sa démission; elle n'est plus rien.

### Alliance entre M. Lamartine et M. Ledru-Rollin.

On a remarqué que sur la liste des membres de la Commission de gouvernement, le nom de M. Lamartine ne vient que le quatrième, immédiatement avant celui de M. Ledru-Rollin. Comment se fait-il que l'homme que Paris unanime a placé en tête de la liste de ses députés, et à une hauteur qui laisse un si large intervalle entre lui et ses trente-trois collègues, ait tout à coup perdu cette prééminence, et n'ait obtenu qu'une position d'infériorité relative dans le scrutin de l'Assemblée nationale? A-t-il démérité dans les derniers jours? Est-il descendu des hauteurs où l'avaient élevé les sympathies et l'admiration populaires? Nous ne le croyons pas. Nous ne voyons au résultat du dernier scrutin de l'Assemblée nationale, d'autre explication que la solidarité que M. Lamartine avait hautement annoncée vouloir établir entre lui et M. Ledru-Rollin. L'Assemblée a vu dans cette solidarité un abandon de la ligne de modération et d'ordre, un premier pas fait vers les expériences aventureuses et dans les voies révolutionnaires. Nous croyons qu'elle s'est trompée: il ne fallait voir dans la résolution de M. Lamartine de ne pas se séparer de son collègue, qu'un sentiment bien naturel de justice et de sympathie pour l'homme qui avait partagé sa responsabilité et ses périls, et qui s'était dévoué comme lui au salut de la Révolution.

Il y aurait en ingratitude à répudier aux jours de calme, l'homme dont il avait serré la main au jour du danger.

Il est bon, d'ailleurs, que dans le gouvernement d'une grande nation telle que la France, la stabilité et le mouvement soient représentés; car le mouvement, c'est le progrès, c'est la vie. On conçoit dès lors qu'une portion de la majorité ayant refusé ses voix à M. Lamartine, et la minorité ayant donné toutes les siennes à MM. Arago, Garnier-Pagès et Marie, M. Lamartine ne soit venu qu'après eux sur la liste.

Quant à M. Ledru-Rollin, qui n'a obtenu qu'une majorité de soixante voix malgré l'appui ostensible de M. Lamartine, nous espérons que ses actes ultérieurs écarteront les préventions que font peser sur lui ses actes passés, et qu'il donnera franchement son concours à une politique grande, généreuse et modérée.

### La république monarchique de la Gazette de France.

Pendant les dix-huit années du dernier règne, la *Gazette de France* a rendu d'importants services à la cause de la liberté



et du progrès politique. Elle n'a cessé, dans ce long intervalle, de défendre le grand principe de la souveraineté nationale, et son application sincère et logique par le vote universel.

Il est vrai que la *Gazette* a reçu dans cette lutte de tous les jours, contre le monopole électoral organisé par la *sette* loi de 1834, l'appui d'hommes politiques et de publicistes qui n'avaient point l'habitude de combattre dans le camp et sous le drapeau de la légitimité. Mais enfin, dans cette campagne c'est sur elle qu'a pesé le plus rude labeur.

Quand la révolution de février est venue lui donner raison, quand le vote universel et la souveraineté nationale sont sortis tout armés de cette lutte impie entre une nation et une caste, la logique voulait que la *Gazette* s'inclinât devant le grand fait que ses vœux avaient appelé, que ses efforts persévérants avaient provoqué; qu'elle s'appliquât, avec tous les patriotes éclairés, à édifier une république forte, indivisible, homogène, et qu'elle s'abstint soigneusement de tout ce qui était en dehors de cette œuvre d'urgence et de première nécessité.

Ce n'est pas là la marche qu'a suivie ce journal. Après avoir, le lendemain de la révolution, effacé le principe monarchique de son titre, il l'a rétabli dans ses colonnes et dans sa polémique. Au lieu d'imiter l'exemple de M. de Larochefoucauld, qui, dans sa lettre d'adhésion au Gouvernement provisoire, n'a pas hésité à faire une profession de foi républicaine, et à dire aux hommes chargés des destinées de la France nouvelle : « comptez sur moi : » le directeur de la *Gazette de France*, M. de Genoude, recommençant contre la révolution de février la guerre qu'il avait faite à la royauté déchue, a élevé la prétention d'introniser la monarchie dans la république, de faire de la royauté le couronnement de l'édifice républicain.

Ainsi, à l'entendre, il veut la république; il la veut appuyée sur la garantie de tous les droits, sur toutes les libertés; il la veut avec le progrès illimité, avec le suffrage universel, mais il la veut monarchique. Et puis quand le *National* lui a crié que ces deux mots « république monarchique » hurlaient de se voir ainsi accouplés, M. de Genoude s'est étonné d'être si peu compris; et depuis ce jour, la *Gazette de France* a été presque uniquement consacrée au développement de cet axiome étrange que la forme monarchique est la seule qui soit compatible avec l'établissement de la république véritable; en d'autres termes, que pour fonder une république, l'élément premier indispensable, c'est un roi, comme pour faire un civet c'est un lièvre. En vain vous lui direz que la république, *res publica*, c'est la chose de tous, et que pour avoir le droit de la diriger il faut avoir reçu mandat de tous. M. de Genoude vous répondra que, sur les deux grands rouages de la constitution républicaine, le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, il suffit que la nation en institue et en renouvelle périodiquement un, à savoir le dernier; et que, quant à l'autre, elle est tenue de l'accepter tout fait des mains de je ne sais quelle génération qui l'a créé, il y a quatorze à quinze siècles, sans qu'il lui soit possible de revenir sur cette décision déclarée absolue, irrévocable, et devant enchaîner à tout jamais, les générations futures.

Nous croyons, dans notre premier numéro, avoir fait justice de ce sophisme inqualifiable, sur lequel nous aurons occasion de revenir. Il nous suffit, pour le moment, d'avoir posé la question en termes clairs et intelligibles, laissant au bon sens de nos lecteurs le soin de la résoudre.

#### L'Armée du travail.

M. Louis Blanc et la commission du Luxembourg s'étaient donné pour mission d'organiser le travail, et ils n'ont pas même su organiser les ateliers nationaux. Depuis deux mois et

demi, Paris solde et entretient une armée de 150,000 travailleurs pour exécuter un travail inutile et complètement improductif. En évaluant en moyenne à 1 fr. 50 c. la journée de chaque travailleur, c'est une somme de près de 17 millions de francs qu'il en aura coûté en 75 jours pour faire face à cette nature de dépenses.

On se demande s'il n'eût pas mieux valu que l'Etat prêtât cette somme à 5 p. 100 d'intérêt aux entrepreneurs des diverses industries et des corps d'Etat de la capitale. Cette somme eût été triplée par eux et immédiatement employée en achat de matières premières qui auraient fécondé la production agricole, et en salaires qui auraient rétribué la main-d'œuvre. Le produit de cette opération serait la valeur des marchandises ainsi créées, des travaux utiles menés à fin, tandis qu'il ne reste absolument rien du travail exécuté par les ateliers nationaux, si ce n'est pour la classe ouvrière qui y a été employée, des habitudes qui lui rendront plus pénibles peut-être le retour au travail sérieux.

Ces mots, que nous soulignons, sont textuellement extraits du rapport du ministre des travaux publics à l'Assemblée nationale. Le doute qu'il exprime n'existe pas pour nous. Il y a pour nous certitude que ces 150,000 mille travailleurs enrôlés pendant un si long intervalle pour l'exécution de travaux dérisoires et stériles, deviendront pour le gouvernement et pour la société un grave embarras. Nous ne voyons qu'un moyen de parer à ce péril, c'est de leur ouvrir les rangs d'une armée du travail, créée par voie d'enrôlements volontaires qui ne pourront avoir lieu pour moins de cinq ans, et de constituer avec cette masse des corps d'ouvriers civils qui seraient en même temps astreints au service et à la discipline militaire à l'intérieur.

En échange des 100,000 soldats du travail ainsi incorporés, on retrancherait 100,000 hommes à l'armée active, lesquels rentrant dans leurs foyers, iraient rendre à l'agriculture les bras qui lui manquent.

Nous développerons plus tard cette idée qui a pour but la transformation progressive de la force militaire de la France, la substitution d'une armée de soldats travailleurs à une armée de soldats oisifs, l'allégement des charges du budget de la guerre par la suppression de la solde, remplacée par des salaires dont la représentation intégrale se retrouverait dans les valeurs créées et les travaux exécutés.

#### Une excentricité socialiste.

En plein dix-neuvième siècle, en l'an de grâce 1848, voici ce qu'on lit dans un journal socialiste, publié par M. Proudhon, le *Représentant du Peuple* :

« Notre principe, à nous, est la négation de tout dogme; notre première donnée, le néant. Nier, toujours nier, voilà notre méthode de construction en philosophie. C'est ensuite de cette méthode négative que nous avons été conduit à poser comme principes, en religion, l'athéisme; en politique, l'anarchie; en économie politique, la non-propriété. Ces négations de principes en impliquent une multitude d'autres, telles que, dans la science sociale, la négation de la démocratie correspondant à la négation de la monarchie, la négation de la communauté corrélatrice à celle de la propriété. »

Nous ne saurions prendre au sérieux ces excentricités bouffonnes. Il nous paraît évident que, dans ce moment d'interrogne gouvernemental, de table rase universel, certains esprits bizarres ont cru l'occasion favorable pour mystifier le public, et donner cours aux aberrations de leur imagination malade.

Il n'y a pas de milieu, la règle que M. Proudhon pose pour lui, il faut qu'il l'admette pour les autres. A-t-il bien calculé où



cela le conduira? Il devra nécessairement, et pour être conséquent avec son grand principe de négation universelle, concéder à son débiteur la négation de sa créance, à sa femme la négation de la chasteté, à ses enfants la négation du respect filial, au législateur la négation de son mandat; et si ce législateur c'était lui, nous conseillerions à ceux qui l'auraient élu de lui retirer bien vite les pouvoirs qu'ils lui auraient délégués. Non, M. Proudhon ne demande pas sérieusement à vivre dans une société dont le premier principe serait la négation de tout dogme, et la première donnée, le néant. Car, le premier venu, en vertu de la négation de la justice, l'opprimerait; de la propriété, le dépouillerait; de l'humanité, le tuerait. M. Proudhon intitule son journal le *Représentant du Peuple*: c'est, par application de son principe, sans doute, une antiphrase, une grossière négation de la vérité.

Pour parler sérieusement, nous comprenons le doute philosophique; qui ne connaît la fameuse devise de Montaigne: « Que sais-je? » Mais la négation universelle, nous ne la comprenons pas plus que l'affirmation universelle. Il n'est pas plus possible, sans déraison, de tout nier que de tout affirmer. Il y a plus, c'est que nier n'est qu'un des modes d'affirmer; la négation, en bien des cas, n'est qu'une affirmation en sens contraire. Nier qu'il fait nuit, c'est dire qu'il fait jour, et réciproquement. Nier la vérité d'un dire, c'est en affirmer la fausseté. Un démenti est une affirmation opposée à une autre.

O sophistes qui vous croyez des aigles, résignez-vous à n'être que des hiboux, condamnés à fuir devant le jour du bon sens, ce jour trop éclatant pour vos yeux malades.

#### ASSEMBLÉE NATIONALE.

Les travaux de l'Assemblée se sont bornés cette semaine à la nomination au scrutin de liste des cinq membres de la commission de gouvernement; au choix de diverses commissions, notamment de celle qui doit s'occuper de l'amélioration du sort des travailleurs, et à l'adoption du règlement de l'Assemblée, ainsi que des mesures prises pour assurer la liberté de ses délibérations.

Voici dans quelle proportion les voix se sont réparties dans l'élection de la commission de gouvernement.

MM. Arago . . . . .	725 voix
Garnier-Pagès. . . . .	715
Marie . . . . .	702
Lamartine . . . . .	645
Ledru-Rollin . . . . .	458

Dans la séance où ce résultat a été proclamé, M. Louis Blanc a demandé la création d'un ministère du travail et du progrès. Cette proposition avait le tort de venir de lui; on a cru qu'il se portait comme candidat au ministère dont il demandait la création et sa demande a été unanimement rejetée.

M. Louis Blanc l'avait accompagnée d'un discours véhément dans lequel il se posait en martyr de son amour pour le peuple, et l'Assemblée a paru peu goûter cette prétention au monopole de la popularité.

Dans la dernière séance M. D. Olivier est venu déposer sur le bureau une pétition signée de 200 habitants de Paris, demandant au pouvoir exécutif, une intervention armée ou non en faveur de l'Italie et de la Pologne.

M. VAYLN a aussi déposé une pétition signée par un grand nombre d'habitants de Paris demandant à l'Assemblée de faire auprès de l'Europe, et surtout de l'Allemagne, une manifestation solennelle en faveur de la Pologne.

L'Assemblée continue à discuter les articles du règlement proposés par la commission dont M. Olivier est le rapporteur.

#### ACTES OFFICIELS.

##### Au nom du peuple français.

L'Assemblée a adopté le décret dont la teneur suit :

##### DES PÉTITIONS.

Art. 1<sup>er</sup>. Toutes les pétitions doivent être rédigées par écrit et signées.

Elles sont adressées au président de l'Assemblée nationale.

Elles peuvent être déposées sur le bureau par un membre de l'Assemblée.

Il est interdit de les apporter en personne à la barre.

Art. 2. Les pétitions, dans l'ordre de leur arrivée, seront inscrites sur un rôle général contenant le numéro d'ordre de la pétition, le nom du pétitionnaire et l'indication sommaire de l'objet de la demande.

Ce rôle sera imprimé et distribué à l'Assemblée.

Art. 3. Les pétitions inscrites sur le rôle sont distribuées entre les divers comités, selon l'objet auquel elles se rapportent; elles y demeurent à la disposition de tous les membres de l'Assemblée qui désirent en prendre communication.

Art. 4. Les comités seront tenus de faire chaque semaine un rapport au moins sur les pétitions qui leur seront respectivement parvenues.

Un feuillet, distribué trois jours avant celui où le rapport doit être fait, indiquera le nom et le domicile du pétitionnaire, l'objet sommaire de la pétition et son numéro d'inscription au rôle général.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 12 mai 1848.

Les présidents et secrétaires,

BUCHÉZ, PEUTIN, C. LACROSSE, PÉAN.

##### La commission du pouvoir exécutif.

Arrête :

Sont nommés :

Ministre de la justice, le citoyen Crémieux;

Ministre des affaires étrangères, le citoyen Jules Bastide; sous-secrétaire d'Etat, le citoyen Jules Favre;

Ministre de la guerre par intérim, le sous-secrétaire d'Etat Charras;

Ministre de la marine, le citoyen vice-amiral Cazy;

Ministre de l'intérieur, le citoyen Recurt; sous-secrétaire d'Etat, le citoyen Carteret;

Ministre de l'instruction publique, le citoyen Carnot; sous-secrétaire d'Etat, le citoyen Jean Reynaud;

Ministre des travaux publics, le citoyen Trélat;

Ministre de l'agriculture et du commerce, le citoyen Flocon;

Ministre des finances, le citoyen E. Duclerc;

Ministre des cultes, le citoyen Bethmont.

Fait en conseil de commission du pouvoir exécutif, le 41 mai 1848.

F. ARAGO, LEDRU-ROLLIN, LAMARTINE, MARIE, GARNIER-PAGÈS.

Le secrétaire général de la commission du pouvoir exécutif, PAGNEURE.

##### Actes du Gouvernement provisoire du 24 février au 5 mai 1848.

Dans notre premier numéro nous avons dit ce que la République avait fait en deux mois par opposition à ce qu'avait fait la monarchie en dix-huit ans.

Nous plaçons maintenant sous les yeux de nos lecteurs le tableau complet de ces mêmes actes du 24 février au 5 mai 1848, tel que l'a rédigé le secrétaire général du Gouvernement provisoire. Ce document nous a semblé assez important au point de vue de l'histoire, pour n'en rien retrancher.



*Premier rapport présenté au Gouvernement provisoire le 5 avril 1848, par le citoyen Pagnerre secrétaire général.*

Citoyens,

Il y a quarante jours, vous vous réunissiez à l'Hôtel-de-Ville pour y constituer le Gouvernement provisoire, sorti des acclamations du peuple de Paris et consacré bientôt par les acclamations unanimes du peuple français.

En quarante jours, citoyens, vous avez accompli des travaux nombreux, considérables.

Nous croyons devoir en placer sous vos yeux le récit dans une analyse rapide qui, en vous rappelant ce que vous avez fait, vous indique ce qui vous reste à faire pour compléter l'œuvre dont le peuple vous a chargés, en attendant que vous remettiez aux mains de ses représentants le dépôt de sa souveraineté.

Dans les cinq premiers jours qui ont suivi le combat, le Gouvernement provisoire est resté en permanence. Durant cette séance de cent vingt heures, il n'a pas cessé un instant de veiller au salut de la chose publique; et depuis, outre les fonctions spéciales remplies par chacun de vous dans les diverses branches de l'administration, vous vous êtes réunis chaque jour, souvent deux fois, en conseil du Gouvernement.

Vous avez rendu cent quatre-vingt-dix-sept décrets ou arrêtés d'intérêt publics, suivis immédiatement des actes et instructions ministériels qui devaient en assurer l'exécution.

Vos travaux, citoyens, se divisent en trois grandes catégories, qui comprennent : la première, tous les décrets de politique générale; la seconde, tous les actes relatifs à l'amélioration du sort des travailleurs, qui sont la force et la gloire du pays, et la troisième, toutes les résolutions spéciales sur l'armée, la marine, la justice, l'ordre intérieur, le commerce et les finances.

Parmi ces mesures, je me borne à vous signaler les plus importantes.

#### I. Politique générale.

Dans l'ordre politique,

Vous avez :

Aboli la royauté;

Proclamé la République;

Ouvert à tous les citoyens les rangs de la garde nationale;

Décrété le suffrage universel et direct, exemple unique dans le monde d'une pratique complète, absolue, du droit de citoyen, d'une application sans réserve, sans restriction, du principe de souveraineté du peuple.

Vous avez dissous la chambre des députés;

Défendu à la chambre des pairs de se réunir;

Dissous le conseil municipal de Paris et le conseil général de la Seine;

Délié les fonctionnaires publics de leur serment;

Supprimé le serment politique, comme une atteinte à la morale et à la liberté humaine;

Rétabli sur notre glorieux drapeau l'immortel symbole de la République : *Liberté, Egalité, Fraternité*;

Sanctionné le libre exercice de tous les cultes; et, associant le sentiment religieux au grand acte de la liberté reconquise, appelé sur l'œuvre du peuple la bénédiction divine;

Adopté les enfants des victimes du gouvernement monarchique; secouru les blessés; fait aux citoyens morts pour la République de civiques funérailles;

Mis en liberté les détenus politiques;

Affranchi les journaux de l'impôt du timbre;

Abrogé les lois de septembre;

Détruit le monopole des annonces judiciaires;

Restitué à la presse, dans ses luttes contre les fonctionnaires publics, sa juridiction naturelle;

Créé une commission des récompenses nationales;

Placé les propriétés publiques et privées sous la sauvegarde de la République;

Supprimé les titres de noblesse;

Décrété l'émancipation immédiate des esclaves dans toutes les colonies de la République;

Enfin, citoyens, vous avez aboli la peine de mort;

En même temps que vous consacriez par vos décrets la révolution accomplie en quelques heures par le peuple de Paris; vous vous adressiez à l'Europe; et un manifeste, expression sincère de votre pensée, apprenait aux autres nations la conduite que la France voulait tenir envers elles.

Ainsi, dès les premiers jours, vos principes de politique extérieure étaient proclamés aussi hautement que les principes qui, au dedans, devaient fonder l'ordre nouveau;

« La République française, disiez-vous, exercera par la lueur de ses idées, par le spectacle d'ordre et de paix qu'elle espère donner au monde, le seul et honnête prosélytisme de l'estime et de la sympathie. »

Citoyens, les événements qui, dans toute l'Europe, ont éclaté comme un écho de notre révolution, prouvent que vos prévisions ne seront pas trompées. La propagande des idées est plus puissante que celle des armes.

#### II. Question des travailleurs.

Dans l'intérêt des travailleurs,

Vous avez :

Institué une commission spéciale chargée d'étudier la grande question de l'amélioration du sort des travailleurs;

Appelé les travailleurs eux-mêmes à faire partie de cette commission, et placé à sa tête deux d'entre vous, pour montrer toute l'importance que vous attachez à la solution de ce problème;

Vous avez élevé le taux de l'intérêt donné par les caisses d'épargne;

Rendu aux déposants les objets qui étaient engagés aux monts-de-piété et dont le prêt ne dépassait pas 10 fr.;

Reconnu les droits des invalides du travail;

Mis en liberté les ouvriers condamnés pour fait de grève ou de coalition;

Diminué les heures de travail dans les ateliers;

Détruit la concurrence que le travail des prisons faisait au travail libre et honnête;

Détruit la concurrence également fatale que les couvents font au travail des femmes déjà si rare et si peu rétribué,

Aboli le marchandage;

Etabli des bureaux de renseignements gratuits;

Pourvu à la tranquillité publique et maintenu l'ordre par une intervention conciliatrice, presque continue, toujours heureuse, entre les patrons et les ouvriers;

Fait à l'industrie lyonnaise une commande de 150,000 écharpes et de 45,000 drapeaux;

Remis à une association d'ouvriers la confection des uniformes de la garde nationale;

Enfin constitué des ateliers nationaux.

#### III. Questions spéciales.

##### Armée.

L'armée a, dès les premiers jours, attiré votre sollicitude. Vous lui avez rappelé que la liberté ne lui demanderait plus d'autres services que ceux dont elle aurait à se réjouir devant la patrie et à se glorifier devant ses ennemis.

Vous avez invoqué son patriotisme et raffermi sa discipline.

Vous avez institué une commission de défense nationale, et, par un ensemble de prudentes mesures, assuré la sécurité du pays.

Vous avez rétabli les titres de général de brigade et de général de division.

Vous avez rétabli l'unité de la nation et de l'armée. De même que, dans l'institution élargie de la garde nationale, de tous



les citoyens, vous avez fait des soldats, vous avez, en leur conférant le vote politique, de tous les soldats fait des citoyens.

#### Marine.

Pour la flotte, appelée aussi à jouir des mêmes droits, votre vigilance a dû s'appliquer à d'autres soins :

Vous avez pris des mesures immédiates pour introduire dans le régime alimentaire des bâtiments de la République toutes les améliorations qu'il comporte.

Vous avez aboli les châtimens corporels, qui dégradent la dignité humaine, et donné aux matelots une idée plus haute de leurs devoirs en leur inspirant plus de respect encore pour eux-mêmes et pour les lois de la discipline.

#### Justice.

Vous avez déclaré que la justice serait désormais rendue au nom du peuple français ;

Abrogé l'art. 119 du Code d'instruction criminelle, qui consacrait en matière de liberté sous caution une flagrante inégalité ;

Modifié le personnel du conseil d'État ;

Renouvelé les parquets et les justices de paix ;

Suspendu les magistrats, qui, sous un gouvernement corrompu, avaient sacrifié la sainteté de la justice aux intérêts de la politique ;

Enfin, consacré la liberté de conscience, en abolissant les poursuites pour faits relatifs au libre exercice du culte.

#### Intérieur.

A l'intérieur, vous avez réorganisé toutes les gardes nationales dissoutes ;

Rétabli l'artillerie de la garde nationale parisienne ;

Créé 24 bataillons de garde nationale mobile ;

Décrété l'organisation d'une garde civique, et créé un corps spécial sous le nom de *gardiens de Paris* ;

Remplacé les préfets et sous-préfets par les commissaires du Gouvernement.

#### Commerce.

La crise commerciale que la révolution a fait éclater, mais qu'elle n'a point causée, vous a déterminés à proroger de dix jours, dans toute l'étendue de la République, l'échéance des effets de commerce.

Vous avez aussi diminué les frais de protêt ;

Supprimé les comptes de retour ;

Mis en liberté les prisonniers pour dettes ;

Aboli la contrainte par corps.

#### Finances.

Une de vos préoccupations les plus vives a été l'état des finances ; le crédit public et le crédit privé, intimement liés, devaient exciter votre profonde sollicitude. Le gouvernement déchu conduisait systématiquement vers l'abîme les finances du pays. La République française reçut ce lourd héritage ; elle l'accepta, résolue à le porter sans fléchir. Mais cette situation vous a imposé la nécessité de demander au pays de nouveaux sacrifices, qui seront passagers, nous l'espérons, et que compenseront dans un prochain avenir des dégrèvements et la suppression des impôts les moins équitables.

Vous avez

Payé, dès le 5 mars, par anticipation, le semestre des rentes qui n'était dû que le 22, pour témoigner sans retard de votre respect des engagements, et pour jeter dans le mouvement commercial et industriel une somme considérable ;

Payé les intérêts des canaux, assuré tous les services publics ;

Garanti, par diverses dispositions, les dépôts des caisses d'épargne ;

Prorogé de six mois l'échéance des bons du Trésor ;

Ouvré un emprunt national de 100 millions ;

Décrété une contribution extraordinaire de 45 c. à prélever sur les rôles des quatre contributions directes, déchargeant les contribuables des quatre contributions directes, déchargeant les contribuables des quatre contributions directes, déchargeant les contribuables des quatre contributions directes, déchargeant les contribuables des quatre contributions directes ;

Ordonné le retour des biens de la liste civile au domaine de l'État, la vente des diamants de la couronne ;

Mis sous le séquestre les biens du domaine privé et ceux de l'ex-famille royale ;

Supprimé le cumul d'un traitement d'activité avec une pension de retraite ; opéré une retenue progressive sur le traitement des fonctionnaires ;

Annoncé le prochain établissement d'un impôt sur le revenu, l'abolition de l'impôt sur le sel, la réduction et l'uniformité des taxes postales ;

Et, voulant dès à présent introduire l'esprit de justice jusque dans la fiscalité, vous avez supprimé l'exercice sur les boissons, comme attentatoire à la dignité des citoyens, et réalisé une promesse faite à la nation par l'Empire, par la Restauration, par le gouvernement du 7 août, promesse toujours faussée, et que la République a seule pu tenir.

L'État avait rempli ses engagements, vous deviez aider les citoyens à remplir les leurs ; faciliter les transactions particulières, et rendre l'activité à la circulation des valeurs de toute nature.

Dans cette vue,

Vous avez :

Décidé que les billets de la Banque de France seraient reçus comme monnaie légale par les caisses publiques et par les particuliers ;

Que les billets de banques départementales seraient reçus au même titre dans leurs circonscriptions définitives ;

Décrété l'établissement :

De comptoirs nationaux d'escompte, auxquels vous avez accordé dans une généreuse proportion la garantie de l'État et celle des villes, et que vous avez dotés en outre d'une somme de 68 millions à prendre sur le recouvrement de la contribution des 45 centimes ;

De sous-comptoirs de garantie par chaque aggrégation d'industries ou de localités destinés à mobiliser toutes les valeurs industrielles, commerciales et agricoles ;

De magasins généraux, dont les récépissés remplaceront la seconde et la troisième signature exigées par les comptoirs d'escompte et par les banques ;

Fondé sur ces principes un comptoir national à Paris, modèle de plusieurs autres dans les départements, et qui a déjà sauvé ou relevé bien des maisons honorables, et donné les moyens de fournir du travail à un nombre considérable d'ouvriers.

Par cet ensemble de mesures, vous avez créé tout un système nouveau ; vous avez fait pénétrer les facilités de l'escompte jusque dans les régions les plus humbles de l'activité sociale ; répandu ses bienfaits sur tous les citoyens qui en avaient été déshérités jusqu'à présent ; enfin, par ces institutions vraiment démocratiques, universelles, républicaines le crédit.

Voilà, citoyens, le résumé succinct de vos actes depuis le 24 février jusqu'au 5 avril. Tous vos décrets, vous les avez rendus au nom du peuple français. Tous ils ont reçu son approbation.

C'est au peuple français que nous en confions le maintien.

Le secrétaire-général du Gouvernement provisoire,

PAGNERRE.

Second rapport présenté au Gouvernement provisoire, le 5 mai 1848, par le citoyen Pagnerre.

Citoyens,

Le premier rapport que je vous ai présenté sur l'ensemble de vos travaux s'étendait du 24 février au 4 avril ; celui que je vous présente aujourd'hui comprend du 5 avril au 5 mai. J'y conserve les mêmes divisions.

I.

Dans la politique générale :

Vous avez pris toutes les mesures nécessaires pour accomplir



le grand acte des élections, et assurer à tous les citoyens convoqués pour le suffrage universel le plein exercice de leurs droits.

Vous avez décrété la convocation de l'Assemblée nationale et réglementé ses premières opérations.

Vous avez distribué à la garde nationale et à l'armée les drapeaux de la République. Vous avez présidé à cette revue jusque-là sans exemple, où 400,000 hommes en armes ont défilé durant quatorze heures, sortant d'une seule cité, enfants d'une même patrie, animés d'un même sentiment de concorde et de fraternité.

Vous avez protégé la liberté des clubs, en rappelant à ceux qui délibéraient en armes qu'ils tendaient à substituer la violence aux dispositions pacifiques et fécondes ;

Mis les travailleurs étrangers sous la sauvegarde des travailleurs français ;

Rassuré les nations voisines en dissolvant les corps d'Allemands qui s'étaient organisés sur la frontière, malgré les proscriptions contraires de l'autorité.

## II.

### Question des travailleurs.

Dans l'intérêt des travailleurs :

Vous avez sanctionné, par quelques mesures nouvelles, celles que vous aviez prises d'abord pour assurer aux travailleurs un sort plus heureux ;

Vous avez donné une sanction pénale à votre décret sur la durée du travail ;

Vous avez ouvert un crédit extraordinaire de 5 millions pour continuer le travail des ateliers nationaux ;

Et des crédits particuliers pour poursuivre l'achèvement de quelques chemins de fer en construction.

Vous avez décrété l'achèvement du Louvre, appelé désormais Palais-du-Peuple.

## III. Questions spéciales.

### Guerre.

Vous avez introduit dans l'armée des réformes considérables ;

Mis à la retraite 95 officiers supérieurs ;

Supprimé la 2<sup>e</sup> section de l'état-major général dite de réserve ;

Fixé le nouveau cadre d'activité des officiers généraux et celui de l'état-major ;

Réduit et coordonné sur un nouveau plan les divisions militaires ;

Réorganisé l'intendance militaire d'après les circonscriptions des nouvelles divisions ;

Etabli sur des bases plus stables et plus régulières l'organisation des tribunaux de l'armée ;

Réorganisé le service de santé de l'armée ;

Ouvvert de larges crédits pour des dépenses urgentes dans l'intérêt de la défense nationale ;

Accordé l'exemption du service militaire aux frères des citoyens morts en février pour la République ;

Créé un conseil spécial de recrutement dans chaque arrondissement ;

Proclamé une amnistie en faveur des soldats égarés qui, dans les premiers jours de la Révolution, avaient abandonné leurs drapeaux ;

### Marine.

Vous avez étendu à la flotte les réformes que vous opérerez dans l'armée ;

Et vous y avez supprimé la 2<sup>e</sup> section de l'état-major général ;

Dans un autre ordre de faits, vous avez aboli l'esclavage et rendu la liberté à des hommes qui l'attendaient trop longtemps en vain, et à qui vous l'aurez assurée par l'équité et la sagesse de vos décrets.

### Justice.

Vous avez facilité aux étrangers domiciliés en France l'accession aux droits politiques, en les dispensant des formalités ordinaires de la naturalisation ;

Permis aux faillis déclarés excusables de prendre part au vote électoral ;

Modifié le Code d'instruction criminelle dans les dispositions relatives à la réhabilitation ;

Déclaré que l'immovibilité de la magistrature était incompatible avec le Gouvernement républicain ;

Supprimé le service extraordinaire du conseil d'Etat ;

Aboli la peine de l'exposition publique ;

Accordé une amnistie aux individus compris dans les poursuites commencées à raison de quelques troubles dans les départements ;

Réduit les honoraires de certains officiers ministériels ;

### Instruction publique.

Vous avez créé onze chaires nouvelles au collège de France, qui deviendra le centre de l'école administrative ;

Supprimé dans le même établissement des chaires qui faisaient double emploi ou qui paraissaient peu utiles ;

Etendu aux élèves, dits élèves du collège de France, l'exemption du service militaire, privilège accordé aussi aux élèves de quelques autres écoles.

### Mairie de Paris.

Vous avez profondément modifié le système des droits d'octroi de la ville de Paris ;

Supprimé le droit sur la viande de boucherie et sur la viande de porc ;

Réglé un nouveau tarif pour la caisse de Poissy et l'abattage des bestiaux ;

Créé un droit nouveau sur diverses denrées alimentaires, la plupart de luxe ;

Promis un tarif équitable sur les vins de diverses qualités ;

Appliqué à l'achèvement des monuments publics qui embelliront la capitale les règles de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

### Finances.

Dans l'administration des finances, vous vous êtes appliqués à supprimer des impôts iniques, et à en établir de plus équitables ;

Vous avez aboli l'impôt du sel ;

Supprimé les taxations des employés des contributions indirectes ;

Etabli un impôt temporaire sur les créances hypothécaires ;

Créé une commission chargée d'étudier la question du cumul des fonctions publiques salariées ;

Dégrévé les petits propriétaires de l'impôt des 45 centimes extraordinaires ;

Remis aux mains de l'administration des eaux et forêts de l'Etat les forêts de l'ex-roi ;

Fait rentrer dans l'administration des domaines tous les biens meubles et immeubles qui composaient l'ancienne dotation de la couronne ;

Introduit dans l'organisation de la cour des comptes des réformes et des économies commandées par les circonstances et incompatibles avec le bien du service ;

Réuni à la Banque de France les banques départementales dont l'action était moins énergique et moins bienfaisante ;

Créé un grand nombre de comptoirs d'escompte dans les départements, et de sous-comptoirs de garantie ;

Décreté l'établissement d'un bilan général de l'actif et du passif formant le point de départ financier de la République française.

Du 21 février au 25 avril, vous avez rendu 137 décrets ou arrêtés d'intérêt public ; du 5 avril au 5 mai, vous en avez rendu 98 nouveaux. En somme, vos décrets sont au nombre de 235.

Tel est, citoyens, l'ensemble complet des travaux et des actes



du Gouvernement provisoire pendant cet interrègne de 72 jours entre la monarchie déchue et l'avènement de l'Assemblée nationale.

*Le secrétaire général du gouvernement provisoire,*  
PAGNERRE.

# BULLETIN DE L'ÉTRANGER.

ITALIE. — NOUVELLES IMPORTANTES DE ROME.

Nous recevons de Rome des nouvelles de la plus haute importance.

Le peuple, dans les rues, attendait la réponse de Pie IX aux sommations de la garde nationale, de l'état major et de la municipalité. Cette réponse n'étant pas arrivée à 8 heures du matin, une nouvelle députation fut envoyée au pape, qui demanda jusqu'à midi pour faire connaître sa décision.

A ce moment l'agitation et l'anxiété redoublèrent; la garde nationale, qui jusque-là s'était contentée de garder les postes de la ville, prit immédiatement possession du fort Saint-Ange, de la Poudrière, de l'Arsenal, de la Monnaie, des bords du fleuve, de la place du Quirinal, des prisons et des établissements publics. Un cordon fut établi autour de toutes les maisons habitées par les cardinaux.

Les choses en étaient là quand le général duc de Rignano déclara au pape qu'il ne pouvait plus compter sur la garde nationale.

Il n'y avait pas un moment à perdre, et cependant Pie IX se montrait inflexible.

Midi allait sonner, et le peuple attendait la réponse. Doria, Mamiani, Corsini et autres supplient le pape de céder. Celui-ci tient bon. Une explosion est imminente; la garde nationale est prête; le peuple frémissant a les yeux tendus du côté de l'horloge.

Mamiani tente un dernier effort. Il réussit; le pape cède.

Midi sonne, Mamiani se présente au peuple et lui annonce que le ministère est maintenu, et qu'il a carte blanche pour les choses temporelles, y compris la guerre.

Son programme est celui-ci :

1. Au premier dans les emplois publics, quels qu'ils soient.
2. Déclaration formelle de guerre à l'Autriche.
3. Pie IX à la tête du gouvernement.
4. Un bulletin officiel de la grande armée de l'indépendance publié chaque jour.
5. Appel à la jeunesse pour qu'elle aille en Lombardie chasser les barbares.

On a fait un grand nombre d'arrestations.

L'ambassadeur d'Autriche allait recevoir ses passe-ports et l'ordre de quitter Rome immédiatement.

Rome présente l'aspect d'un champ de bataille.

Au départ du courrier qui a apporté les nouvelles qui précèdent, on venait d'afficher sur tous les murs un *motu proprio* qui excitait les plus vifs applaudissements.

Milan, 29 avril. — Nous avons vu avec plaisir le gouvernement accepter l'offre de secours de 2,000 carabiniers vaudois; il acceptera sans doute aussi le secours de 8 à 9,000 carabiniers suisses tous prêts à descendre dans les campagnes où va se décider le sort de l'Italie. Ce concours des Suisses est un éclatant exemple de la fraternité des peuples. (*Voce del popolo.*)

Milan, 6 mai. — Le gouvernement a acheté à Paris 50,000 fusils neufs de munition; il ne manque plus que quelques formalités pour clore définitivement le marché et commencer l'expédition des armes. Ce fait calmera l'effervescence du peuple mieux qu'une proclamation ne le pourrait faire. Le duc Albin Visconti, colonel du 5<sup>e</sup> régiment de ligne, a offert au Gouvernement provisoire le don de 100,000 livres de Milan pour les besoins de la guerre, et surtout pour se procurer des armes; dans la somme figure la valeur de 2,000 fusils déjà concédés par le généreux donateur. (*Il Risorgimento.*)

PRUSSE. Berlin, 8 mai. — Les prévisions des radicaux sont dépassées. Aux élections définitives d'aujourd'hui, ils ont fait passer plusieurs de leurs candidats, et l'un de ces candidats a été nommé deux fois. Les autres choix sont essentiellement constitutionnels. Pas un conservateur n'a réussi à se faire nommer. De militaires, il n'en a pas été question.

ALLEMAGNE. Francfort, 8 mai. — Jusqu'à ce jour, onze nouveaux membres du parlement allemand sont arrivés ici. On nous écrit de Darmstadt que le gouvernement se propose de faire un emprunt de 4 millions de florins pour couvrir ses frais de guerre, et hâter les constructions de chemins de fer.

Du 9 mai. — Dans sa dernière séance, la diète germanique a donné lecture d'une lettre par laquelle le général de Wrangel annonce que ses troupes sont entrées dans le Jutland. (*Journal de Francfort.*)

ANGLETERRE. — Londres, 11 mai. — Une grande démonstration en faveur de la République française a eu lieu le 24 avril à Washington; tous les bureaux ministériels ont été fermés. Les processions ont été aussi imposantes que magnifiques. (*Times.*)

— Les confédérés irlandais (Jeune-Irlande) ont eu une soirée très-brillante et très-bruyante à Waterford, sous la présidence du père Casey. On a bu à la reine d'Irlande; au peuple, source du pouvoir légitime; au noble et généreux pontife Pie IX, adorateur de la liberté, et à la liberté européenne; à la mémoire de l'illustre libérateur Daniel O'Connell, aux barricades, au conseil des trois cents, aux deux Républiques d'Amérique et de France. Il y avait du thé pour six cents personnes. (*Idem.*)

— Un accident est arrivé sur le chemin de fer de Great-Western. Un convoi a donné avec force contre un truck laissé par mégarde sur le rail. Un wagon de 2<sup>e</sup> classe, qui venait immédiatement après le wagon de bagages, a été mis en pièces; il y a eu six personnes tuées sur place, sans compter les blessés. (*Morning Chronicle.*)

AUTRICHE. — Vienne, 5 mai. — L'Autriche marche à sa ruine. Le ministère actuel ne peut pas réunir sous le même sceptre les nationalités diverses. Partout se montre le signe de cette décadence. Dans la Hongrie, il y a 5 millions de Magyars et 7 millions de Slaves. Ces derniers finiront par rapprocher les Hongrois de l'Allemagne. (*Gazette de Cologne.*)

Du 6 mai. — En Hongrie, les paysans se livrent au pillage et à tous les genres de désordre. Neustadt, sur la Wartha, a été incendié; 2,400 hommes errent dans les campagnes et n'ont plus d'asile. Il est digne de remarque que c'est surtout dans les districts slaves que les désordres se produisent; les Wallaques, les Croates, les Esclavons et les Illyriens deviennent de plus en plus menaçants. Le 18 mai est fixé pour proclamer un royaume slave méridional et indépendant. Dans ces circonstances, on conçoit aisément que les Hongrois cherchent à faire venir leurs troupes dans le royaume.

ESPAGNE. — Une nouvelle insurrection a eu lieu à Madrid dans la matinée du 7 de ce mois.

Elle a été comprimée.

A neuf heures du soir, l'ordre était rétabli, et on avait fait déjà un très-grand nombre d'arrestations.

Plusieurs officiers supérieurs ont été sérieusement blessés. Le général Fulgoso, capitaine général de Madrid, l'est, dit-on, mortellement.

Le général Narvaez était à la tête des troupes au moment le plus chaud de la lutte.

Madrid a été déclaré en état de siège, sous le commandement du général Pezuela. Nul ne peut sortir de la ville sans une permission spéciale.

Une cour martiale, assemblée pour juger les insurgés, en a condamné un à mort le jour même, et on disait que plusieurs exécutions devaient avoir lieu immédiatement.

## NOUVELLES DIVERSES.

Sous le titre de *Départ de Louis-Philippe pour l'Espagne*, un journal publie les détails suivants :

« Louis-Philippe va, dit-on, quitter le château de Claremont, près de Londres, pour le palais du Buen-Retiro; que la reine mère, Marie-Christine d'Espagne, vient de mettre à sa disposition.

« Le séjour de la Grande-Bretagne est nuisible à la santé de l'ex-reine Amélie, qui souffre, dit-on, d'une très-grande oppression au cœur.

« Les médecins les plus habiles ayant été appelés par Louis-Philippe, il a été unanimement décidé que la santé de la reine exigeait un climat plus doux et plus sain.

« Ce n'est qu'avec un profond regret que l'ex-roi des Français va quitter Londres : cette réunion d'hommes politiques, ce pays où il a déjà passé quelques années de sa vie, semblent lui sourire beaucoup plus que l'Espagne ou l'Italie, où l'ex-reine Amélie désire passer les derniers jours de sa vie. Cependant il a été décidé, en conseil de famille, que le départ aurait lieu dans le courant de mai.



« Le prince de Joinville voit avec le plus grand plaisir les apprêts de ce départ; s'étant plusieurs fois trouvé en présence de M. Guizot, il n'a pu maîtriser l'indignation que la présence du ministre suscitait dans son cœur; et, malgré l'obéissance passive qu'il a toujours montrée pour Louis-Philippe, il lui a formellement exprimé qu'il partirait pour le Brésil plutôt que de voir M. Guizot associé à son voyage d'Espagne.

« Les princes éprouvent une grande répugnance pour une prolongation de séjour en Angleterre, ils n'y ont trouvé que désillusions. Lord Palmerston a cherché toutes les occasions de leur être désagréable; il a tout fait pour leur interdire le droit de chasse dans le parc de Claremont, et cela malgré l'intervention de la reine Victoria. On voit que ce noble lord a les mariages espagnols sur le cœur.

« Les préparatifs de départ se font depuis quelques jours. Louis-Philippe disait, il y a peu de temps, au général Dumas: « Tous ces déménagements réitérés sont bien pénibles à mon âge. Ce n'est pas pour moi que je souffre, c'est pour cette bonne Amélie, dont la santé est bien triste. Ah! Général, je ne vais en Espagne qu'à contre-cœur, car les puissances étrangères vont croire que je vais donner des conseils à Marie-Christine. Je suis tellement dégoûté des hommes et des choses, que si je n'avais pas de famille, je finirais comme Charles-Quint. Je le sens, général, maintenant il n'est plus temps, j'ai péché par l'excès contraire de Napoléon. »

« Depuis quelques jours, Lapointe, le valet de chambre de Louis-Philippe, fait ses préparatifs.

« L'ex-roi revise, examine, contrôle tout; on le dirait encore aux Tuileries... »

— Le bilan de la Banque de France, qui a paru dans le *Moniteur* d'hier, ne contient pas les situations des banques départementales récemment réunies à la Banque de France, parce que quelques-unes de ces nouvelles succursales n'ont pas encore fourni les documents nécessaires. Le prochain état, qui sera publié le 19 mai, contiendra le résultat général de toutes les situations.

— Le personnel de l'administration des ateliers nationaux étant plus que complet, il est impossible d'accueillir dorénavant les demandes d'emploi; la liste des inscriptions en cas de vacances dépasse d'ailleurs le nombre total des places occupées; en conséquence, il ne sera plus délivré, jusqu'à nouvel ordre, aux ateliers nationaux, que des livrets de travailleurs, les chefs d'escouade et brigadiers étant nommés par l'élection directe des ouvriers eux-mêmes.

— La société d'encouragement tiendra une séance extraordinaire, demain vendredi 12 de ce mois, à sept heures et demie du soir, dans son local, rue du Bac, n° 42, pour la discussion générale de l'exposé de la situation de l'industrie française, présenté par sa commission spéciale.

— On lit dans le *Journal de Lille* du 10 mai: Hier, les nombreux ouvriers occupés à la manufacture des tabacs de Lille, voulant mettre un terme au colportage des tabacs étrangers, qui, depuis quelque temps, portait préjudice à leur travail en même temps qu'il nuisait sérieusement aux intérêts du trésor, se sont mis spontanément à la recherche des fraudeurs et sont parvenus à en saisir plusieurs, qui ont été mis à la disposition de l'autorité judiciaire.

La contrebande, ressource habituelle des gens sans aveu et adonnés à la paresse, est, de plus, dans l'état actuel de nos finances surtout, l'œuvre d'un mauvais citoyen; il est à désirer que, sur toutes nos frontières, les agents du Gouvernement, et en général tous les citoyens, ainsi que la loi leur en confère le droit, s'efforcent, d'un commun accord, de réprimer les délits de ce genre. Ce serait à la fois donner aide et protection au commerce français et augmenter les ressources de la République, qui serait en mesure dès lors de faire de plus grands sacrifices au profit des travailleurs honnêtes.

— On a trouvé cette semaine, dans le port de Calais, une longue pièce de canon en cuivre, portant la date de 1567 et le nom de *Philippe, roi* (Philippe II, roi d'Espagne). Cette pièce est espagnole et d'une belle conservation; elle sera probablement réclamée par le musée d'artillerie.

— Les députations des gardes nationales des départements qui désireront assister à la fête républicaine du dimanche 14 de ce mois se réuniront ce jour-là, à dix heures précises du matin, à l'esplanade des Invalides, et, au besoin, sur le quai d'Orsay, où les officiers de l'état-major général des gardes nationales leur indiqueront l'emplacement qu'elles devront occuper.

— Les délégués des départements conviés à la fête nationale du 14 mai, ayant négligé de faire connaître leurs adresses, les représentants qui les connaîtraient sont priés de transmettre les adresses de ces délégués à l'Assemblée nationale.

La fête nationale du 14 est ajournée au dimanche 21 de ce mois.

#### DÉMONSTRATION EN FAVEUR DE LA POLOGNE.

Une réunion nombreuse s'est formée dès dix heures du matin sur la place de la Bastille pour faire une démonstration en faveur de la Pologne.

Une colonne de 500 ouvriers s'est dirigé vers la place de la Madeleine. On a battu le rappel dans la 1<sup>re</sup> légion, qui s'est mise sous les armes. Un bataillon de garde mobile et de la garde nationale occupait le jardin de la chambre.

#### BULLETIN DE LA BOURSE.

Les rentes qui avaient éprouvé un mouvement de hausse, dans les premiers jours de la semaine, parce que, disait-on, de petits capitalistes avaient achetés beaucoup de petits coupons, ont eu un mouvement contraire et étaient vendues en pleine baisse. — On attribuait cette dépréciation à la formation du nouveau ministère.

Les chemins de fer ont éprouvé à peu près le même mouvement.

Le 5 p. 100 qui avait fermé lundi à 47 25 a fait jeudi au plus haut 50 25 et a fermé ce jour à 49. On a fait des primes fin courant à 50 75.

Le 5 p. 100 a fermé lundi à 69 75 et jeudi à 72 65, après avoir ouvert, ce même jour, à 74. On a fait des primes fin courant à 76 75.

*Samedi 13 mai.*

Le 5 p. 100 a ouvert à 46 25 a fait 45 50 au plus bas et a fermé à 46.

Le 5 p. 100 a ouvert à 69, a fait 68 au plus bas et a fermé à 68 25.

Bons du trésor 52.

Actions de la Banque. Ouvert à 1550 et fermé à 1505.

Les chemins de fer ont faibli par suite des bruits répandus que les employés de la compagnie du Nord, étaient résolus à abandonner leur service si l'Etat s'emparait de leur ligne. — L'état de situation de la Banque publié vendredi par le *Moniteur* a contribué aussi à déterminer la baisse sur les chemins et sur la rente.

Versailles, rive droite, 115. — Versailles, rive gauche, 100. — Paris à Orléans, 517 50. — Paris à Rouen, 588 75. — Rouen au Havre, 195. — Marseille à Avignon, 200. — Strasbourg à Basle, 85. — Orléans à Vierzon, 246 25. — Orléans à Bordeaux, 590. — Nord, 540. — Montreuil à Troyes, 415. — Paris à Lyon, 501 25. — Paris à Strasbourg, 550. — Tours à Nantes, 524 25.

*Londres 12 mai.*

5 p. 100 ouvert à 84 1/8, fermé à 84 3/5.

*Le rédacteur en chef,*

**BENJAMIN LAROCHE.**

Typ. SCHNEIDER, rue d'Erfurth, 1.